

econocom

Rapport Semestriel 2013



SOMMAIRE

Déclaration de la personne responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport du Conseil d'Administration	5
A. Chiffres clés consolidés	6
B. Commentaires au 30 juin 2013	8
C. Organigramme du groupe	12
États financiers consolidés	15
A. État du résultat global consolidé	16
B. État de la situation financière consolidée	18
C. État des flux de trésorerie consolidés	20
D. État de variation des capitaux propres consolidés	22
E. Notes annexes aux états financiers consolidés	23

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les états financiers semestriels clos au 30 juin 2013 ont été préparés conformément à l'ensemble des normes comptables applicables et donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion intermédiaire annexé au présent document donne une présentation fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice financier, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes relatifs aux six mois restants de l'exercice financier.

30 août 2013



Jean-Louis Bouchard
Président d'Econocom

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS

(en millions €)	S1 2013	S1 2012
Chiffres clés (non audités)		
Chiffre d'affaires par activité	792,3	736,9
Location	489,7	482,8
Services	154,0	123,4
Distribution	123,3	99,6
Telecom	25,3	31,1
Résultat opérationnel courant (avant amortissement du portefeuille d'ECS)	23,4	26,0
Résultat opérationnel courant	22,4	25,0
Résultat opérationnel	20,1	21,3
Résultat net, part du groupe	12,2	13,7
Flux de trésorerie opérationnels⁽¹⁾	23,9	26,9
Capitaux propres	146,0	134,0
Trésorerie nette / (Dette nette)	(82,6)	(59,0)
Résultat par action (€)		
Résultat par action (€)*	0,130	0,141
Résultat par action (dilué) (€)*	0,120	0,131

(1) Flux de trésorerie opérationnels avant coût de l'endettement financier net et impôt.

* Après division par 4 du nombre d'actions intervenue en septembre 2012.

	S1 2013	S1 2012
Nombre d'actions	96 691 588	104 691 588
Valeur de l'action au 30 juin (€)	5,44	4,17
Capitalisation boursière au 30 juin (en millions €)	526	437

Au premier semestre 2013, le groupe Econocom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 792,3 millions d'euros, contre 736,9 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une progression de 7 %. Cette dynamique est notamment le fruit des investissements engagés pour soutenir la croissance organique (3 %) et des opérations ciblées de croissance externe réalisées au cours des 12 derniers mois. Elle témoigne également de la pertinence du positionnement du Groupe qui lui permet de bénéficier de la demande croissante de services d'intégration technologique et financière de solutions digitales.

Au cours du premier semestre 2013, Econocom a poursuivi sa stratégie de croissance mixte en prenant le contrôle d'Exaprobe (convergence ICT et sécurité) et en levant l'option lui permettant d'acquérir la totalité du capital de Centix (virtualisation).

Le 1^{er} juillet 2013, Econocom a annoncé la signature des accords portant sur l'acquisition par le groupe de la majorité du capital d'Osiatis. Un projet d'offre publique serait déposé par Econocom à l'automne en vue d'acquérir le solde des titres. La transaction, qui est soumise à des conditions suspensives classiques, permettrait aux deux groupes de faire une avancée majeure dans un marché des services numériques en concentration, où la taille constitue un enjeu stratégique. Après cette acquisition, Econocom réaliserait près de 2,0 milliards d'euros de chiffre d'affaires dont 650 millions dans le domaine des services numériques aux entreprises. Le groupe emploierait plus de 8 000 collaborateurs dans 20 pays.

Le résultat opérationnel courant du groupe (avant amortissement du portefeuille ECS) s'élève au 30 juin 2013 à 23,4 millions d'euros contre 26,0 millions un an plus tôt. Cette légère diminution s'explique par les investissements

réalisés au cours du semestre dans le cadre du lancement du nouveau plan stratégique à 5 ans du groupe et le retour à une saisonnalité plus traditionnelle du résultat (le premier semestre 2012 avait été particulièrement fort avec 35 % du résultat opérationnel courant annuel contre 28 % en 2011).

Le résultat opérationnel du groupe pour le premier semestre 2013 est de 20,1 millions d'euros, contre 21,3 millions l'année dernière à la même période. Les charges non courantes correspondent à des coûts de restructuration (s'élevant à 2,2 millions d'euros), dans le cadre de réorganisations ou de déménagements.

Le résultat financier du premier semestre 2013 (une charge de 2,3 millions d'euros) est en ligne avec celui du premier semestre 2012. Il est principalement constitué des charges d'intérêts des obligations convertibles qui ont été émises en mai 2011 pour un montant brut de 84 millions d'euros.

Le taux facial d'imposition est de 31,8% et le résultat net pour le premier semestre 2013 est de 12,2 millions d'euros.

À fin juin 2013, les capitaux propres atteignent 146,0 millions d'euros, contre 134,0 millions d'euros à fin juin 2012 (et 156,3 millions d'euros à fin décembre 2012).

L'endettement net au 30 juin 2013 s'élève à 82,6 millions d'euros et se décompose comme suit :

Trésorerie brute	67,2 M€
Lignes court terme et autres dettes	(37,4) M€
Obligations convertibles	(80,1) M€
Contrats refinancés avec recours	(32,3) M€

B. COMMENTAIRES PAR METIERS ET ZONES GÉOGRAPHIQUES

1. VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2013, Econocom a renforcé ses compétences sur le marché des services en :

- acquérant 100 % du capital de la société Exaprobe, spécialisée en France dans l'infrastructure des systèmes d'information dans les domaines de la sécurité, des communications unifiées, des infrastructures IP ainsi que de la virtualisation et des datacenters. Cette acquisition a généré un écart d'acquisition de 3,5 millions d'euros, constaté dans l'UGT "Services";
- signant des accords portant sur l'acquisition de la majorité du capital d'Osiatis. La finalisation de l'opération, et le rachat du solde des titres est prévue au deuxième semestre 2013.

Econocom a par ailleurs levé l'option portant sur le solde du capital de la société Centix, leader indépendant en Belgique des technologies de virtualisation et du Cloud, dont il détient désormais 100 % du capital. Sur l'exercice 2012, la société était déjà consolidée en intégration globale.

2. COMMENTAIRES SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS

2.1. Écarts d'acquisition

La liste des écarts d'acquisition se décompose comme suit au 30 juin 2013 :

(en millions €)

Écarts d'acquisition	Valeur nette au 30 juin 2013	Date d'acquisition
EXAPROBE	3,5	2013
FRANCE SYSTEMES	3,2	2012
CAP SYNERGY	5,0	2012
ERMESTEL	5,9	2012
TACTEM	0,7	2012
CENTIX	0,5	2012
ECS	109,0	2010
DATABAIL	2,7	2008
ALLIANCE SUPPORT SERVICES SA	3,7	2007
A2Z HOLDING	2,7	2005
SIGNAL SERVICE SA	7,5	2004
AUTRES	8,6	1996 à 2007
Total	153,0	

2.2. Chiffres clés par activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (avant amortissement de la clientèle ECS) se répartissent comme suit :

(en millions €)	S1 2013	%	S1 2012	%
Services	154	19	123	17
Distribution	123	16	100	14
Location	490	62	483	65
Telecom	25	3	31	4
Total chiffre d'affaires	792	100	737	100

(en millions €)	S1 2013	S1 2012
Services	1,6	1,8
Distribution	2,1	1,8
Location	19,3	21,2
Telecom	0,4	1,4
Coûts non affectés	-	(0,2)
Total résultat opérationnel courant	23,4	26,0

Au premier semestre 2013, l'activité Location est en progression dans un contexte de baisse importante du marché des équipements IT. Ce bon résultat est à attribuer à la forte croissance des solutions d'entreprises qui intègrent un volet locatif à des services opérationnels et d'autre part à l'extension de l'offre aux objets numériques connectés. La croissance de cette activité est particulièrement significative au Benelux. La rentabilité opérationnelle est en ligne avec le plan de marche sur l'année 2013, et son léger retrait sur le premier semestre s'explique par un retour à une saisonnalité plus traditionnelle des résultats, le premier semestre 2012 ayant été particulièrement élevé.

Le premier semestre des activités de Services se clôture avec une croissance de 25 % du chiffre d'affaires (dont 20 % liée aux acquisitions réalisées sur les douze derniers mois). La contribution des acquisitions, supérieure aux objectifs, est le reflet de la bonne capacité d'intégration du groupe. La croissance organique (5 %) est d'une part liée au positionnement stratégique du groupe, présent sur les

segments de marché porteurs et en particulier la sécurité, la virtualisation du poste de travail et le cloud, et d'autre part aux investissements réalisés en développement de produits et en recrutement de force commerciale, qui commencent à porter leurs fruits. La rentabilité de cette activité est en amélioration malgré les investissements réalisés.

L'activité Distribution a connu une forte progression du chiffre d'affaires (+24 %) pour moitié liée à l'intégration de la société France Systèmes et le renforcement de l'expertise et de l'offre Apple aux professionnels, pour moitié liée à la croissance organique et aux premiers succès du plan stratégique avec les ventes de nouveaux types de matériels relais de croissance.

L'activité Telecom enregistre une baisse de son chiffre d'affaires liée au recul des ventes de matériels. Les investissements réalisés en services (notamment dans le cadre de l'intégration de la société Tactem) ont pénalisé le résultat opérationnel courant du premier semestre 2013.

2.3. Chiffres clés par zones géographiques

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (avant amortissement de la clientèle ECS) se détaillent comme suit :

Chiffre d'affaires par zone géographique

<i>(en millions €)</i>	S1 2013	S1 2012
France	375	361
Benelux	188	136
Europe du Sud	159	146
Europe du Nord et de l'Est	70	94
Total Chiffres d'affaires	792	737

Résultat opérationnel courant (ROC) par zone géographique (avant amortissement du portefeuille ECS)

<i>(en millions €)</i>	S1 2013	S1 2012
France	8,6	8,2
Benelux	6,6	5,7
Europe du Sud	8,8	7,0
Europe du Nord et de l'Est	(0,5)	5,1
Total résultat opérationnel courant	23,4	26,0

La France réalise une bonne performance sur le premier semestre, portée par les acquisitions réalisées sur les douze derniers mois, notamment France Systèmes dans le secteur de la Distribution et Cap Synergy dans les Services. Les solutions d'entreprise au cœur du plan stratégique connaissent une croissance importante.

Le Benelux accroît significativement sa contribution au chiffre d'affaires sur le semestre grâce à la signature de contrats de taille très significative en location aux Pays-Bas.

L'Europe du Sud a connu un bon semestre en augmentant son chiffre d'affaire de 9 % grâce à la bonne intégration de la société Ermestel en Espagne et à la croissance de l'activité location en Italie et en Espagne malgré un environnement de marché local défavorable.

L'Europe du Nord et de l'Est a réalisé un semestre décevant et a de plus souffert d'un effet de base défavorable au Royaume-Uni expliqué par la signature de plusieurs nouveaux clients en 2012 dans ce pays. Compte tenu des actions engagées, cette zone va retrouver sa performance normative au second semestre.

3. PERSPECTIVES

Ces résultats sur le premier semestre sont en ligne avec les attentes de la Direction et permettent à Econocom de confirmer ses objectifs annuels 2013 de croissance, tant organique que par croissance externe, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant.

En avril, Econocom a dévoilé son plan stratégique Mutation 2013 – 2017. Econocom a pour ambition d'être pionnier en Europe en matière d'intégration technologique et financière de solutions digitales et vise à un horizon de 5 ans un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros et un résultat opérationnel courant de 150 M€.

La signature, le 1^{er} juillet dernier, des accords portant sur la prise de contrôle du groupe de services Osiatis s'inscrit pleinement dans ce plan stratégique qui prévoit des investissements importants dans le domaine des services numériques.

À l'issue de cette opération, le groupe réalisera (en effet année pleine) un chiffre d'affaires de près de 2 milliards d'euros (dont plus de 650 M€ dans les Services), avec un niveau de rentabilité opérationnelle courante d'environ 5 %.

4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

À la connaissance de la société, aucun facteur de risque (autre que les facteurs de marché) ni aucun nouveau litige pris individuellement ou en cumul et de nature à avoir une influence significative sur les résultats, la situation financière ou les actifs de la société ou du groupe n'a été identifié depuis la publication du rapport annuel 2012.

5. ENTREPRISES LIÉES

Il n'y a eu aucun changement significatif concernant les parties liées depuis la publication du rapport annuel 2012.

6. RESSOURCES HUMAINES

Le nombre de collaborateurs du groupe Econocom est de 3 784 au 30 juin 2013, contre 3 613 au 31 décembre 2012.

7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

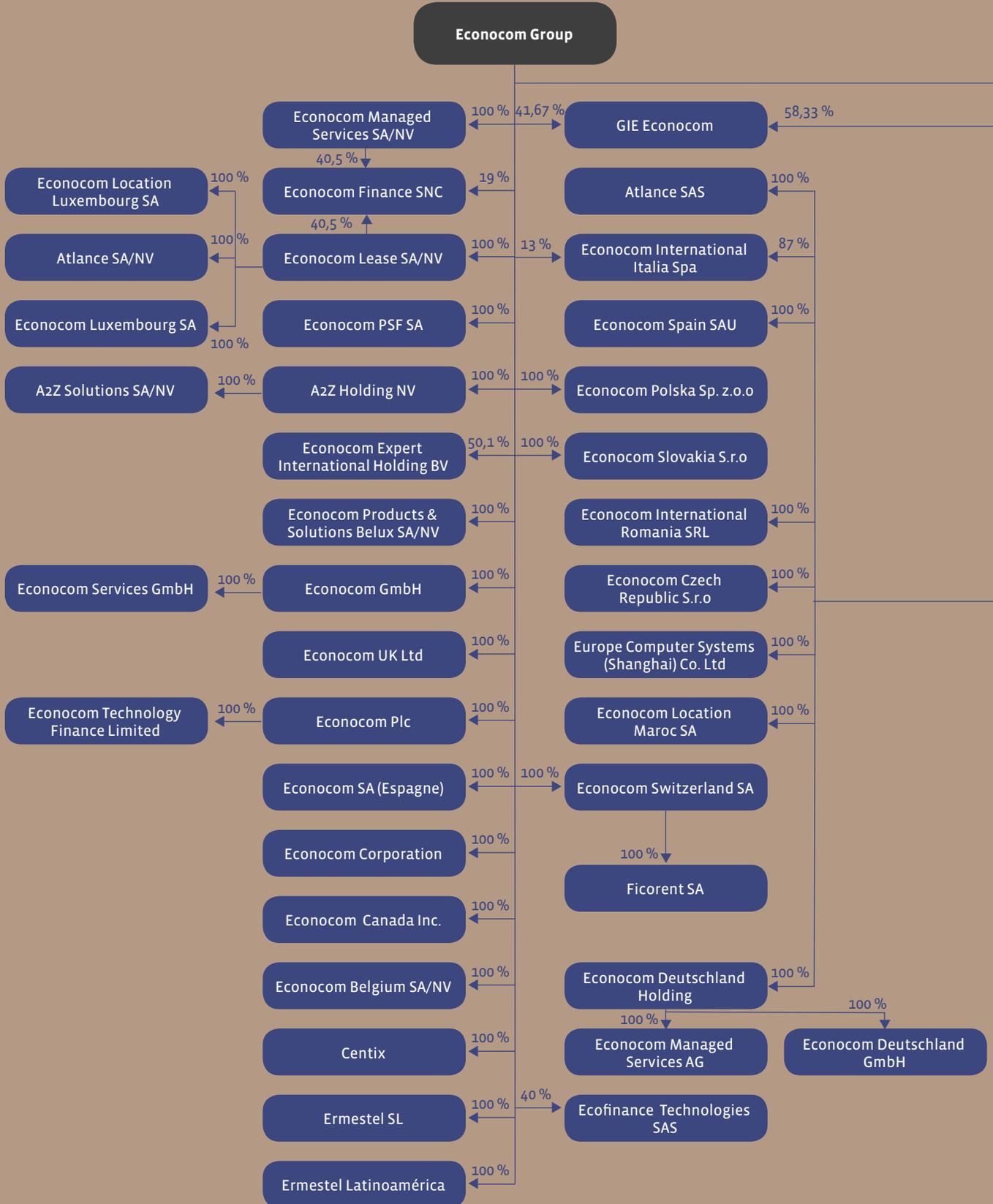
La valeur de l'action Econocom était de 5,44 € au 30 juin 2013.

La structure actionnariale a très légèrement évolué :

	30 juin 2013		31 décembre 2012	
	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	48,61 %	46 999 456	49,64 %	47 999 456
Public	47,32 %	45 758 951	48,08 %	46 489 621
Autocontrôle	4,07 %	3 933 181	2,28 %	2 202 511
Total	100 %	96 691 588	100 %	96 691 588

En outre, Econocom Group est informé que deux actionnaires dépassent au 30 juin 2013 le seuil de participation de 5%. Il s'agit du fonds d'investissement espagnol Bestinver Gestion S.A. SGIIC et de la société française AXA S.A.

ORGANIGRAMME DU GROUPE



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

A. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Compte de résultat consolidé et résultat par action au 30 juin 2013

(en milliers d'euros, à l'exception des montants par action)

	S1 2013	S1 2012
Produits des activités poursuivies	792 274	736 869
Charges opérationnelles	(769 922)	(711 912)
Coût des ventes	(591 249)	(545 256)
Charges de personnel	(113 759)	(106 506)
Charges externes	(55 487)	(48 732)
Dotations aux amortissements et provisions	(9)	(3 729)
Impôts et taxes d'exploitation	(5 936)	(5 724)
Perte nette de valeur sur actifs courants	(589)	(634)
Autres produits et charges d'exploitation	(1 690)	418
Résultat financier opérationnel	(1 201)	(1 749)
Résultat opérationnel courant	22 352	24 957
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2 212)	(3 698)
Résultat opérationnel	20 141	21 259
Produits financiers	7	181
Charges financières	(2 321)	(2 368)
Résultat avant impôt	17 827	19 072
Impôt	(5 663)	(5 377)
Résultat net - activités poursuivies	12 164	13 695
Résultat des sociétés mises en équivalence	12	32
Résultat net consolidé	12 176	13 727
Résultat net - part des minoritaires	2	(31)
Résultat net - part du groupe	12 179	13 696
Résultat net par action	0,130	0,141
Résultat net dilué par action	0,120	0,131

État du résultat global consolidé

<i>(en milliers €)</i>	S1 2013	S1 2012
Résultat net consolidé	12 176	13 727
Éléments recyclables en résultat net :		
Ajustements à la juste valeur des instruments financiers et autres actifs financiers	-	22
Variation des écarts de conversion	(959)	611
Éléments définitivement en capitaux propres :		
Gains/pertes actuariels sur avantage du personnel	-	-
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	54	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(905)	633
Résultat global total pour la période	11 271	14 360
Attribuable au groupe	11 274	14 329
Attribuable aux intérêts minoritaires	(2)	31

B. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Actif

<i>(en milliers €)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012 révisé
Actifs non courants		
Immobilisations incorporelles nettes	47 003	47 790
écart d'acquisition	152 950	149 474
Immobilisations corporelles nettes	16 434	13 330
Immobilisations financières	50 878	53 839
Créances à long terme	1 748	1 740
Impôts différés Actif	11 837	15 114
Total actifs non courants	280 850	281 287
Actifs courants		
Stocks	21 731	25 626
Clients et autres débiteurs	655 062	683 521
Actif d'impôt courant	13 002	7 318
Autres actifs courants	15 746	21 437
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67 196	79 850
Total actifs courants	772 737	817 752
Total Actif	1 053 587	1 099 039

Passif

<i>(en milliers €)</i>	30 juin 2013	31 déc. 2012 révisé
Capital	17 077	17 077
Primes et réserves	116 870	92 455
Résultat de l'exercice	12 179	46 576
Total capitaux propres - part du groupe	146 126	156 108
Intérêts minoritaires	(121)	192
Total capitaux propres	146 005	156 300
Passifs non courants		
Dettes financières et obligataires	91 297	92 714
Provisions	439	424
Provisions pour retraites et engagements assimilés	16 073	15 394
Autres dettes	7 335	6 588
Impôts différés Passif	13 929	14 188
Total passifs non courants	129 073	129 308
Passifs courants		
Dettes financières et obligataires	72 419	30 598
Provisions	31 972	37 036
Passifs d'impôt courants	3 151	4 600
Fournisseurs et autres créditeurs courants	546 299	600 042
Autres passifs courants	124 668	141 155
Total passifs courants	778 509	813 431
Total capitaux propres et passifs	1 053 587	1 099 039

C. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en milliers €)</i>	S1 2013	S1 2012
Résultat net consolidé	12 176	13 727
Résultat des sociétés mises en équivalence	(12)	(32)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	4 939	4 696
Perte de valeur sur créances commerciales, stocks et autres actifs courants	972	1 077
Pertes de valeur sur immobilisations financières	-	118
Gain sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	596	2
Variations des provisions	(4 615)	(2 263)
Elimination des produits financiers	0	(99)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	568	552
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	14 623	17 778
Charge d'impôt constatée	5 663	5 377
Coût de l'endettement financier net	3 600	3 757
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)	23 886	26 912
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	(41 557)	(68 695)
Impôt décaissé (c)	(2 548)	5 061
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	(20 220)	(36 722)

<i>(en milliers €)</i>	S1 2013	S1 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	(20 220)	(36 722)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(7 904)	(3 097)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	197	39
Acquisition et Cession d'immobilisations corporelles affectées à l'activité de location	(23)	(22)
Acquisition d'immobilisations financières	(1 976)	(6 841)
Cession d'immobilisations financières	5 090	7 060
Dividendes reçus	0	77
Acquisition de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	(3 549)	(765)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	(8 165)	(3 548)
Augmentation des dettes financières non courantes	2 690	3 782
Remboursement des dettes financières non courantes	(4 013)	(3 928)
Augmentation des dettes financières courantes	50 127	24 648
Remboursement des dettes financières courantes	(8 289)	(33 575)
Intérêts décaissés	(3 600)	(3 757)
Acquisition et vente d'actions propres	(11 517)	(6 992)
Dividendes décaissés au cours de l'exercice	(9 231)	(9 725)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	16 165	(29 547)
Incidence des différences de change sur la trésorerie	(434)	559
Variation de la trésorerie (d+e+f)	(12 654)	(69 259)
Trésorerie au début de l'exercice	79 850	144 770
Variation de la trésorerie	(12 654)	(69 259)
Trésorerie à la fin de l'exercice	67 196	75 513

D. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers €)	Nombre d'actions*	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions d'auto-contrôle	Réserves	Produits et charges directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde au 31 décembre 2012	96 691 588	17 077	72 530	(9 894)	78 672	(2 277)	156 108	192	156 300
Paievements fondés sur des actions					599		599		599
Rachat et vente d'actions propres				(11 537)			(11 537)		(11 537)
Dividendes versés					(9 279)		(9 279)		(9 279)
Augmentation d'intérêt dans une société intégrée					(1 039)		(1 039)	(311)	(1 350)
Sous-total des opérations avec les actionnaires	0	0	0	(11 537)	(9 719)	0	(21 256)	(311)	(21 567)
Résultat net consolidé					12 179		12 179	(2)	12 176
Autres éléments du résultat global						(905)	(905)		(905)
Sous-total du résultat global total	0	0	0	0	12 179	(905)	11 274	(2)	11 271
Solde au 30 juin 2013	96 691 588	17 077	72 530	(21 431)	81 132	(3 182)	146 126	(121)	146 005
Solde au 31 décembre 2011	104 691 588	17 077	72 530	(22 642)	69 744	(1 087)	135 622	(119)	135 503
Paievements fondés sur des actions					552		552		552
Rachat et vente d'actions propres				(6 992)			(6 992)		(6 992)
Dividendes versés					(9 762)		(9 762)		(9 762)
Variation de périmètre								333	333
Sous-total des opérations avec les actionnaires	0	0	0	(6 992)	(9 210)	0	(16 202)	333	(15 869)
Résultat net consolidé					13 696		13 696	31	13 727
Autres éléments du résultat global						633	633	(1)	632
Sous-total du résultat global total	0	0	0	0	13 696	633	14 329	30	14 359
Solde au 30 juin 2012	104 691 588	17 077	72 530	(29 634)	74 230	(454)	133 749	244	133 993

(* Après division par 4 du nombre d'actions)

E. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés simplifiés pour le semestre clos au 30 juin 2013 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (Information Financière Intermédiaire). Ils satisfont aux dispositions minimales en matière de contenu et d'informations à fournir, définies dans la norme IAS 34, et, par conséquent, doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 tels que publiés dans le rapport annuel 2012.

Les états financiers consolidés du groupe Econocom intègrent les états financiers de la société Econocom Group SA/NV et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros (K€).

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 30 août 2013 et n'ont pas fait l'objet d'une revue limitée de la part des commissaires aux comptes.

1.2. Normes comptables nouvelles et amendées, et interprétations

1.2.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Pour préparer ses états financiers simplifiés semestriels clos au 30 juin 2013, le groupe Econocom a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que celles utilisées pour préparer ses états financiers consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, ainsi que les nouvelles normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} juillet 2012 tels que décrits dans le tableau ci-dessous.

Pour ses comptes arrêtés au 30 juin 2013, le groupe Econocom a décidé de ne pas appliquer par anticipation de normes ou positions prises par l'IASB.

Normes/ interprétation		Date d'application UE (1)	Date d'application du groupe	Impacts groupe
IAS19 Révisée (2011)	Avantages au personnel	1 janvier 2013	1 janvier 2013	Le groupe Econocom étant déjà à la méthode SorIE, les changements sont peu nombreux. La situation nette au 31 décembre 2012 a été ajustée de (0,9 M€) au titre de la modification rétrospective de la comptabilisation de l'obligation pour les services futurs.
IAS 1 Présentation des états financiers	Présentation des autres éléments de résultat global	1 juillet 2012	1 juillet 2012	Sans incidence sur les comptes. La présentation du résultat global a été modifiée.
Améliorations annuelles (cycle 2009-11)	Amendements sur IAS 1, IAS 16, IAS 32 et IAS 34	1 janvier 2013	1 janvier 2013	En application de l'amendement à IAS 16, la comptabilisation des matériels de service se fait en stocks car nos matériels de services ne répondent pas à la définition d'une immobilisation.
IFRS 13	Evaluation de la juste valeur	1 janvier 2013	1 janvier 2013	Impact non significatif sur les comptes
Amendement à IAS 12	Impôts différés liés à des actifs réévalués	1 janvier 2013	1 janvier 2013	Impact non significatif sur les comptes
Amendement IFRS 7	Informations à fournir: Compensation des actifs et passifs financiers	1 janvier 2013	1 janvier 2013	Impact non significatif sur les comptes
IFRS 10	Etats financiers consolidés	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation
IFRS 11	Accords conjoints	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation
IFRS 12	Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation
IAS 28 Révisée (2011)	Participation dans des entreprises associées	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation
Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12	Modalités de transition	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation
Amendement IAS 32	Instruments financiers: Présentation - Compensation d'actifs et de passifs financiers	1 janvier 2014		Norme non appliquée par anticipation

1.2.2. Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union Européenne

Normes/ interprétation		Date d'application IASB ⁽¹⁾	Impacts attendus sur le groupe
IFRS 9	Instruments financiers (norme devant progressivement remplacer IAS 39)	1-janv-15	Norme non appliquée par anticipation

(1) Sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne

1.3. Changement de méthode comptable

En 2013, le groupe Econocom n'a pas procédé à des changements de méthode comptable en dehors des obligations imposées par les IFRS nouvelles ou amendées applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, présentées au point 1.2.1.

1.4. Changements de présentation

Des changements de présentation et des reclassifications sont effectués quand ils fournissent une information fiable et plus pertinente pour les utilisateurs des états financiers et que la structure modifiée est susceptible de perdurer, de manière à ne pas affecter la comparabilité. Lorsqu'un changement dans la présentation a une incidence significative, l'information comparative doit aussi être reclassée.

1.5. Changements dans le bilan d'ouverture

Conformément à la norme IFRS 3, le groupe a réexaminé l'allocation des actifs et des passifs des sociétés acquises depuis le deuxième semestre 2012, à savoir : Ermestel, Tactem, Cap Synergy et France Systemes. L'ajustement de l'allocation initiale du prix d'acquisition a entraîné une augmentation non significative de 0,3 M€ des passifs.

Au cours de l'exercice 2012, il a été décidé de regrouper l'ensemble des salariés français sur la même convention collective, avec pour conséquence pour certains salariés une augmentation de l'obligation du groupe au titre des indemnités de fin de carrière. Cette augmentation ne correspondant pas à des services passés effectués par les bénéficiaires du régime, le groupe avait amorti, en accord avec la norme IAS 19, cette augmentation sur la durée moyenne d'acquisition des droits. Cette obligation non provisionnée sur l'exercice 2012 s'est élevée à 1,3 M€ en brut (0,9 M€ net d'impôt). En application de l'amendement de la norme IAS19 applicable à compter de l'exercice 2013, le groupe a modifié rétrospectivement sa situation nette pour comptabiliser cette obligation de services futurs.

L'impact sur les capitaux propres nets est détaillé ci-dessous :

(en milliers €)	Nombre d'actions	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions d'auto-contrôle	Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde initial 31 décembre 2012	96 691 588	17 077	72 530	(9 894)	79 544	(2 277)	156 980	192	157 172
Changement de régime IAS 19	-	-	-	-	(872)	-	(872)	-	(872)
Solde révisé au 31 décembre 2012	96 691 588	17 077	72 530	(9 894)	78 672	(2 277)	156 108	192	156 300

1.6. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne des hypothèses jugées réalistes ou raisonnables. Certains faits ou circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres ou résultat net du groupe.

De façon générale, les principales méthodes comptables impliquant de recourir à des estimations sont les suivantes :

- dépréciation des écarts d'acquisition,
- évaluation des intérêts résiduels,
- évaluation des provisions.

À la date à laquelle les états financiers consolidés simplifiés ont été examinés par le Conseil d'Administration, celui-ci considère que ces estimations intègrent dans la mesure du possible toutes les informations dont il dispose.

1.7. Variations saisonnières

Les produits et ventes nets intermédiaires des activités sont hautement saisonniers en raison du fort niveau d'activité enregistré au cours du dernier trimestre de l'année. Conformément aux principes comptables régissant les IFRS, les ventes nettes intermédiaires sont comptabilisées selon les mêmes principes que ceux appliqués aux ventes nettes arrêtées en fin d'exercice.

2. VARIATIONS SIGNIFICATIVES DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le 22 février 2013, Econocom a acquis 100 % d'Exaprobe, société française spécialisée dans l'infrastructure des systèmes d'information dans les domaines de la sécurité, des communications unifiées, des infrastructures IP, de la virtualisation et des datacenters. Cette acquisition représente un investissement de 1 276 K€ comprenant un complément de prix éventuel de 500 K€. Elle a été financée par la trésorerie et les lignes bancaires disponibles du groupe.

Le 21 mars 2013, Econocom a exercé son option d'achat sur les 60 % complémentaires du capital de Centix. Le prix d'exercice s'est élevé à 1 350 K€ dont 900 K€ ont été déjà versés, le solde étant à échéance en février 2015.

Le 1^{er} juillet 2013, Econocom a conclu un accord portant sur le rachat de 51,9 % du capital d'Osiatis, groupe français spécialisé dans les services aux infrastructures (309 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012 et 4 600 collaborateurs). De plus amples informations sont disponibles dans la note 11 « Événements postérieurs à la clôture ».

3. TAUX DE CHANGES

	30 juin 2013		31 décembre 2012		30 juin 2012	
	Dernier cours	Cours moyen	Dernier cours	Cours moyen	Dernier cours	Cours moyen
GBP	1,167	1,179	1,225	1,232	1,239	1,214
CHF	0,811	0,816	0,828	0,830	0,831	0,830
CNY	0,125	0,123	0,122	0,123	0,125	0,122
CZK	0,039	0,039	0,040	0,040	0,039	0,040
PLN	0,231	0,238	0,245	0,240	0,235	0,235
MAD	0,093	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090
RON	0,224	0,227	0,225	0,224	0,225	0,225
USD	0,765	0,762	0,758	0,773	0,794	0,768
MXN	0,059	0,060	0,058	0,059		
CAD	0,729	0,748	0,761	0,779		

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

L'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité de Direction du Groupe, principal décideur opérationnel du groupe.

Les activités opérationnelles du groupe sont organisées en 4 secteurs d'activités opérationnelles stratégiques agrégés : Location, Distribution, Services et Telecom.

Ceux-ci se décomposent de la manière suivante:

Secteurs d'activités opérationnelles stratégiques (4)	Implantations (19)
Location	Allemagne, Belgique, Canada, Chine, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Suisse
Distribution	France, Belgique, Luxembourg
Services	Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Mexique
Telecom	France

Chaque secteur d'activité a une rentabilité financière et des caractéristiques propres.

Les secteurs opérationnels sont gérés suivant la nature des produits et des services vendus dans les environnements économiques et géographiques donnés. Cette segmentation en domaine d'activité sert de base à la présentation des données internes de gestion de l'entreprise et est utilisée par les décideurs opérationnels du groupe dans leur suivi de l'activité.

Le Comité de Direction Groupe évalue la performance de ces secteurs d'activités opérationnelles stratégiques agrégés à partir du résultat opérationnel. Les résultats comprennent les éléments directement ou indirectement attribuables à un secteur d'activité.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés aux conditions normales de marché et sont éliminés selon les principes de consolidation usuels.

Les secteurs d'activités opérationnelles stratégiques agrégés du groupe se définissent comme suit :

- **La location**

Des solutions de financement novatrices et personnalisées contribuant à un meilleur pilotage administratif et financier des actifs IT, télécoms et numériques des entreprises.

- **La distribution**

Des prestations allant de la conception de solutions d'architecture à leur déploiement, en passant par la vente de matériels et logiciels (PC, tablettes, serveurs, imprimantes, licences, objets numériques, ...) et l'intégration de systèmes.

- **Les services informatiques**

Des prestations d'accompagnement des entreprises dans la transformation vers le nouveau monde digital à travers nos expertises en consulting, gestion des infrastructures, développement d'applications et intégration de solutions cloud.

- **Les services Telecoms**

Des prestations d'intégration de solutions de mobilité couvrant l'ensemble des nouveaux besoins des entreprises, de la construction de la solution (ingénierie, masterisation) à son exploitation (gestion de parcs, gestion de la relation opérateur Télécom, support utilisateurs et maintenance des équipements mobiles).

- **Activités diverses**

Ce secteur regroupe toutes les activités ne répondant pas aux caractéristiques des secteurs tels que définis ci-dessus.

4.1. Informations par secteur d'activité opérationnel

La contribution de chaque secteur d'activité opérationnel aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

<i>(en milliers €)</i>	Location	Distribution	Services	Telecom	Total des secteurs opérationnels	Activités diverses	Total
Semestre clos au 30 juin 2013							
Revenus							
Revenus des clients externes	489 572	123 306	154 037	25 330	792 245	29	792 274
Revenus internes opérationnels	63 943	16 648	10 410	2 953	93 954		
Total - Revenus des secteurs opérationnels	553 515	139 954	164 447	28 283	886 199		
Résultat opérationnel des activités	19 275	2 134	1 583	420	23 412	(60)	23 352
Semestre clos au 30 juin 2012							
Revenus							
Revenus des clients externes	482 775	99 563	123 340	31 139	736 817	52	736 869
Revenus internes opérationnels	42 782	19 206	11 768	1 357	75 113		
Total - Revenus des secteurs opérationnels	525 557	118 769	135 108	32 496	811 930		
Résultat opérationnel des activités	20 682	274	1 682	1 572	24 210	(1 120)	23 090

4.2. Réconciliation avec les comptes consolidés

<i>(en milliers €)</i>	S1 2013	S1 2012
Revenus des secteurs opérationnels	886 199	811 930
Revenus du secteur « Activités diverses »	29	52
Élimination du chiffre d'affaires interne	(93 954)	(75 113)
Total produits des activités poursuivies	792 274	736 869
Résultat opérationnel des activités	23 412	24 210
Résultat du secteur « Activités diverses »	(60)	(1 120)
Résultat de l'activité des secteurs opérationnels	23 352	23 090
Amortissements des incorporels	(1 000)	(269)
Subventions	-	1 500
Autre résultat courant	-	636
Résultat opérationnel avant restructuration, perte de valeur sur actifs, résultat de cession, litiges	22 352	24 957
Coûts de restructuration	(2 212)	(3 698)
Résultat opérationnel	20 141	21 259
Autres produits et charges financiers	(2 314)	(2 187)
Résultat avant impôt	17 827	19 072

4.3. Informations sur le revenu par zone géographique

L'information par zone géographique ci-dessous est établie sur la base de l'implantation géographique de nos sociétés.

Chiffre d'affaires par zone géographique

<i>(en milliers €)</i>	S1 2013	S1 2012
France	375 172	360 670
Benelux	188 007	136 020
Europe du Sud	159 144	146 006
Europe du Nord et de l'Est	69 951	94 173
Total	792 274	736 869

5. STOCKS

L'état des stocks est détaillé dans le tableau ci-après :

(en milliers €)

Stocks	30 juin 2013			31 décembre 2012			30 juin 2012		
	Valeur nette de réalisation			Valeur nette de réalisation			Valeur nette de réalisation		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Équipement en cours de refinancement	12 944	(2 506)	10 438	10 923	(2 115)	8 808	5 864	(1 768)	4 096
Autres stocks	17 829	(6 536)	11 293	22 649	(5 831)	16 818	21 237	(5 665)	15 572
<i>Matériels informatique et telecom</i>	7 240	(770)	6 470	11 910	(658)	11 252	10 482	(355)	10 127
<i>Pièces détachées</i>	10 589	(5 766)	4 823	10 739	(5 173)	5 566	10 755	(5 310)	5 445
Total	30 773	(9 042)	21 731	33 572	(7 946)	25 626	27 101	(7 433)	19 668

L'équipement en cours de refinancement correspond aux matériels et logiciels achetés et affectés à la location.

Variations de stock	Au 31 décembre 2012	Variations de stock	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2011	Variations de stock	Au 30 juin 2012
Équipement en cours de refinancement	10 923	2 021	12 944	6 458	(594)	5 864
Autres stocks	22 649	(4 820)	17 829	15 314	5 923	21 237
<i>Matériels informatique et telecom</i>	11 910	(4 670)	7 240	4 879	5 603	10 482
<i>Pièces détachées</i>	10 739	(150)	10 589	10 435	320	10 755
Total	33 572	(2 799)	30 773	21 772	5 329	27 101

Provisions pour perte de valeur sur stocks	Au 31 décembre 2012	Dotations	Reprises	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2011	Dotations	Reprises	Au 30 juin 2012
Équipement en cours de refinancement	(2 115)	(391)	-	(2 506)	(1 696)	(72)	-	(1 768)
Autres stocks	(5 831)	(932)	228	(6 535)	(5 217)	(464)	16	(5 665)
<i>Matériels informatique et telecom</i>	(658)	(283)	172	(769)	(243)	(128)	16	(355)
<i>Pièces détachées</i>	(5 173)	(649)	56	(5 766)	(4 974)	(336)	-	(5 310)
Total	(7 946)	(1 323)	228	(9 041)	(6 913)	(536)	16	(7 433)

6. TRÉSORERIE NETTE

La trésorerie nette telle que déclarée par le groupe Econocom inclut les éléments suivants :

<i>(en milliers €)</i>	30/06/13	30/06/12
Équivalents de trésorerie	1 593	2 460
Trésorerie	65 603	73 072
Total trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	67 196	75 532
Dettes non courantes (hors valeurs résiduelles financières)	79 574	78 233
Dettes courantes (hors valeurs résiduelles financières)	70 254	56 306
Total de l'endettement (b)	149 828	134 539
Endettement (Trésorerie) nette (b-a)	82 632	59 007

Ce tableau présente la trésorerie nette au 30 juin 2013 en comparaison avec la position au 30 juin 2012 en raison de la forte influence de la périodicité sur ce poste.

Les équivalents de trésorerie constituent des placements de moins de 3 mois sans risque significatif de variations de valeur et peuvent être facilement et rapidement convertis en disponibilités d'un montant prédéterminé.

Aucun élément de la trésorerie du groupe ne fait l'objet de restriction.

L'endettement net peut s'analyser par destination :

<i>(en milliers €)</i>	
Besoin en fonds de roulement et autres dettes	(29 837)
Obligations convertibles	80 146
Refinancement avec recours	32 323

7. DETTES COURANTES ET NON COURANTES PORTANT INTÉRÊT

(en milliers €)	30 juin 2013	30 juin 2012
Dettes de location-financement et assimilés	13 895	12 762
<i>Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier</i>	2 160	2 442
<i>Valeurs résiduelles financières ⁽¹⁾</i>	11 723	10 320
<i>Autres dettes de location-financement</i>	12	-
Emprunts bancaires	-	-
Obligations convertibles, part à plus d'un an	76 786	75 456
Autres emprunts	616	335
Dettes non courantes portant intérêt	91 297	88 553
Emprunts bancaires	30 083	8 887
Obligations convertibles, part à moins d'un an	3 360	3 360
Dettes de location-financement et assimilés	34 771	29 948
<i>Dettes sur immobilisations en location-financement - Immobilier</i>	283	268
<i>Refinancement avec recours</i>	32 323	27 487
<i>Valeurs résiduelles financières ⁽¹⁾</i>	2 165	2 170
<i>Autres dettes de location-financement</i>	-	23
Découverts bancaires	-	13 357
Autres emprunts	4 205	2 925
<i>Dettes d'affacturage</i>	4 205	2 925
<i>Autres</i>	-	-
Dettes courantes portant intérêt	72 419	58 477
Total de l'endettement	163 716	147 030

(1) Pour chaque contrat, Econocom compare la valeur future estimée des équipements (intérêt résiduel) et la valeur résiduelle financière. Si cette opération réalisée par contrat fait apparaître une valeur résiduelle financière nette, celle-ci est comptabilisée en dette financière. Dans le cas contraire, la différence est enregistrée en immobilisation financière.

Le 18 mai 2011, Econocom a émis des obligations convertibles pour un montant total de 84 millions d'euros.

Ces obligations convertibles sont cotées sur la bourse de Luxembourg et leurs principales caractéristiques sont les suivantes :

- Maturité : 5 ans
- Taux de coupon annuel : 4 %
- Prix de conversion : 5,25 euros.

Lors de la demande de conversion d'un quelconque nombre de ces obligations, laquelle est possible à tout moment, il est remis un nombre identique d'actions nouvellement émises ou d'actions propres.

Cette opération boursière avait principalement pour objectif de rembourser les emprunts bancaires souscrits aux fins d'acquisition du groupe ECS en octobre 2010.

Dans les comptes consolidés, les obligations convertibles sont considérées en majeure partie comme des dettes financières (80,1 millions d'euros), sauf l'instrument dérivé inclus dans l'obligation, dont la valeur (3,3 millions d'euros) est portée en capitaux propres. Conformément aux normes IFRS, les commissions d'émission ont en outre été comptabilisées en capitaux empruntés et en capitaux propres à parts égales, après quoi le taux d'intérêt effectif de la composante « capitaux empruntés » de l'obligation ressort à 5,34 %.

8. DÉFINITION DE LA TRÉSORERIE

La trésorerie dont la variation est analysée au tableau des flux de trésorerie intègre la variation des activités poursuivies ainsi que des activités cédées ou en cours de cession.

La variation de trésorerie au premier semestre 2013 intègre les effets de l'acquisition de la société Exaprobe et des 60% non encore détenus de la société Centix.

Le tableau des flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La variation de trésorerie, analysée par le tableau des flux de trésorerie, est présentée dans le tableau suivant (hors perte de valeur sur investissements) :

<i>(en milliers €)</i>	30 juin 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	79 850
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(12 654)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin 2013	67 196

Voir note 6. Trésorerie nette.

9. DIVIDENDES DISTRIBUÉS

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le groupe Econocom en juin 2013 au titre de l'exercice financier 2012, ainsi que le dividende payé en 2012 au titre de l'exercice financier 2011.

	Distribué en 2013 : 1^{er} semestre	Distribué en 2012 : 1^{er} semestre
Dividende total distribué (en milliers €)	9 279	9 210
Dividende par action (€)	0,10	0,10

10. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations avec les sociétés dans lesquelles le Président du Conseil d'Administration est membre du Conseil d'Administration ou du Directoire.

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	30 juin 2013	31 décembre 2012						
(en milliers €)								
SCI de Dion-Bouton	-	-	(1 075)	-	3 071	4 146	-	-
Econocom International NV	11	30	(1 078)	(2 230)	-	102	35	158
Econocom Expert International Holding BV	-	-	-	-	-	-	-	-
SCI Maillot Pergolèse	6	12	(178)	(856)	-	61	44	181
Ecofinance International	-	-	(293)	(440)	1 678	-	334	651
Audevard	2	24	-	-	2	-	-	-
APL	-	-	(85)	(18)	-	-	-	-
Total	19	66	(2 709)	(3 544)	4 751	4 309	413	990

La société Econocom International NV est une société non cotée qui détient 48,61 % du capital d'Econocom Group SA/NV au 30 juin 2013. La société Econocom International NV, dont Jean-Louis Bouchard est Président, a facturé à Econocom Group SA/NV et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 1,0 million d'euros au premier semestre 2013 contre 2,1 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2012.

En 2013, un dépôt de garantie de 2,1 M€ a été versé à la SCI Dion-Bouton, propriétaire du nouvel immeuble situé à Puteaux dans lequel le groupe s'est installé au premier trimestre 2013. Le groupe a par ailleurs payé des loyers d'avance pour 2,1 M€ au titre de l'année 2013.

Sur le premier semestre 2013, dans le cadre de ses activités de location, le groupe a refinancé sans recours plusieurs contrats pour un montant de 2,2 M€ auprès de la société Ecofinance International. Des charges de refinancement de 0,3 M€ liées à des contrats de bridges ont été versées à Ecofinance International.

11. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 1^{er} juillet 2013, Econocom a conclu un accord portant sur le rachat de 51,9 % du capital d'Osiatis, groupe français spécialisé dans les services aux infrastructures (309 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012 et 4 600 collaborateurs) ainsi que 875 000 bons de souscription d'actions (BSA). L'opération est soumise à la réalisation de conditions suspensives usuelles, notamment à l'autorisation de la transaction par l'Autorité de la Concurrence ainsi qu'à l'autorisation du Ministère de l'Economie au titre des investissements étrangers en France. L'acquisition du bloc s'effectuerait pour les cédants sous la forme d'une cession du bloc hors marché et d'un apport en nature d'actions Osiatis, chaque cédant percevant globalement une action Econocom Group majorée d'une soulte de 4,00 € par action Osiatis. L'opération serait réalisée au moyen de l'émission de 9 142 680 actions nouvelles Econocom Group et d'un crédit vendeur de 36,6 M€ qui viendrait à échéance pour une partie dans les 50 jours qui suivent le transfert des titres Osiatis et pour le solde (environ 30 M€) en Février 2014. Son refinancement est couvert par des lignes de crédit spécifiquement mises en places dans le cadre de l'opération.

A ce jour, Econocom a reçu l'accord des Autorités de la Concurrence pour procéder à la transaction. Le Groupe a par ailleurs conclu des accords afin d'acquérir les autres BSA attribués par Osiatis (660 000 BSA) aux mêmes conditions que celles prévues dans le cadre de l'acquisition du bloc de contrôle.

Conformément aux dispositions du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le Groupe déposerait à l'automne 2013, un projet d'offre public visant la totalité des actions Osiatis qui ne lui appartiendraient pas encore. Econocom se réserverait la faculté de demander la mise en œuvre du retrait obligatoire une fois l'offre terminée.

econocom

www.econocom.com